



30-05-2013

La collaboration de classe NON. L'action OUI

« **L**a récession contraint la France à accélérer ses réformes » vient de répéter le quotidien financier « Les Echos ». Invité au congrès socialiste SPD allemand, Hollande a dit exactement la même chose en présence d'A. Merkel également invitée qui l'a approuvé chaleureusement.

ATTALI, économiste éminent du PS et ancien Conseiller de Sarkozy (l'un n'empêche pas l'autre) annonce lui aussi que « le gouvernement doit accélérer le temps et qu'un « choc de réformes » doit intervenir tout de suite.

Tous et toutes sont entièrement d'accord sur ces réformes socialistes ou autres. Leur couleur politique n'intervient pas quand il s'agit d'assurer le maintien et le développement du capitalisme. Ces « réformes » concernent avant tout les salaires, les retraites, la sécurité sociale, le service de santé, l'enseignement, l'emploi, celui des jeunes en particulier... Pas une seule ne frappe le patronat et la finance, au contraire. MOSCOVICI, Ministre socialiste de l'Economie et des Finance, refuse de toucher aux salaires des patrons, « la finance est essentielle à l'économie » affirme-t-il.

Le gouvernement socialiste est en train de balayer le socle de lois et de règles, le code du travail qui garanti un minimum de droits au salarié, leur permettant de se défendre contre leurs exploiters. Le lieu de création du droit devient l'entreprise. La légitimité devient le contrat de travail représenté par le chef d'entreprise et signé par les syndicats majoritaires. Sous l'égide du gouvernement une conférence « sociale » doit se tenir les 20 et 21 juin avec les directions confédérales nationales des syndicats et le MEDEF. La façon dont elle se prépare montre bien ce que les uns et les autres veulent en faire : adopter de nouvelles mesures permettant d'assurer aux employeurs capitalistes une part bien plus élevée que celle qu'ils prélèvent actuellement sur le travail des salariés et retraités, sur le peuple. Comment se prépare cette conférence ? Les dirigeants de la CFDT et du MEDEF multiplient déjà les réunions communes afin de présenter ensemble des propositions similaires. Les dirigeants de la CFDT qui appellent cette collaboration honteuse du « syndicalisme de proposition », ont refusé une fois de plus de tenir avec la CGT une réunion préparatoire à cette conférence des 20 et 21 juin.

La CGT qui a réuni son Comité Confédéral National (CCN), persiste au nom d'un « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT à n'entreprendre

aucune action d'envergure pourtant indispensable actuellement, en particulier au plan national. Le 29 mai, La CGT, la CFDT, la CFTC, l'UNSA, dans une déclaration commune, s'inscrivent dans la démarche de la CES qui s'inscrit dans l'Europe comme partenaire. Elles appellent à un rassemblement à Paris le 19 juin. Il n'est surtout pas dans l'esprit de la CES de faire du 19 juin une grande journée d'action à l'échelle européenne.

On rentre dans une phase d'accélération et d'amplification des réformes qui pousseront toujours plus loin les reculs sociaux pour répondre aux exigences du capital.

C'est le développement des luttes qui s'impose partout. La lutte tous ensemble, le rassemblement, l'union du peuple dans la lutte contre le capital. C'est la seule perspective réelle, celle que vous propose « Communistes ».



Mardi au siège du MEDEF s'est tenu un grand raout avec les dirigeants des 3 organisations patronales (MEDEF – CGPME – UPA) et ceux de 3 centrales syndicales (CFDT – CFTC – CGC).

L. Parisot exultait : « certains disent qu'on n'aboutit à rien par le dialogue social. Aujourd'hui les organisations syndicales admettent que la culture entrepreneuriale est fondamentale ». A ses côtés, Laurent Berger le secrétaire général de la CFDT a haussé les épaules quand on a évoqué l'absence de la CGT et de FO : « cela ne nous affaiblit pas » a-t-il dit. Sans commentaire.

www.sitecommunistes.org